

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

JOURNAL DE ROUBAIX

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS: Mois... Six mois... Un an... Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne...

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

INSERTIONS: Annonces... Réclames... Faits divers... On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces...

Table with 2 columns: Item (e.g., 3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price/Value.

DÉPÊCHES COMMERCIALES

(Service particulier du Journal de Roubaix) Anvers, 25 janvier. Pétrole: marché ferme; disponible 26 1/2...

New-York, 25 janvier. Coton 15 1/4. Recettes 16,000 b. ROUBAIX 25 JANVIER 1874. La discussion s'engagera aujourd'hui à la Chambre...

C'est du reste avec la plus grande impatience que le monde de la finance envisage la situation. Nos renseignements particuliers nous permettent de dire que dans les hautes régions financières et commerciales on a la conviction absolue qu'en dépit de toutes ses divisions, l'Assemblée finira par s'arrêter à une combinaison de nature à rassurer les intérêts conservateurs.

Cette confiance de nos financiers, ordinairement si défiant, si prudents, si prompts à ressentir les contre-coups des crises politiques, est un symptôme qu'il nous a paru utile de signaler. Dans le pays on est sans doute un peu plus inquiet que dans le monde de la finance; mais il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas d'agitation dans les esprits. Soit sagesse, soit lassitude, on attend avec patience, et il n'y a guère qu'une nouvelle qui ait ému, nouvelle inexacte du reste, celle d'après laquelle le maréchal de Mac-Mahon songerait à donner sa démission.

A la Bourse, le calme est des plus complets et en dépit de la crise ministérielle qui dure depuis le 6 janvier, les fonds se maintiennent. C'est la Bourse sans souci, disait récemment un écrivain financier. L'emprèvement du comptant, chaque jour plus considérable, montre que l'épargne partage la confiance des hauts bonnets de la finance. Il prouve en même temps combien les ressources du pays sont abondantes et quelles garanties de sécurité notre marché est assuré d'y trouver contre des embarras financiers de la nature de ceux qui éprouvent si vivement encore quelques places étrangères, et Berlin en première ligne.

Une dépêche nous annonce ce matin l'arrivée à Rome de Garibaldi. Il a été reçu à la gare par le syndic de la municipalité et les sociétés ouvrières, musique en tête. « Foule énorme, applaudissements, » ajoute la dépêche Havas. Si le célèbre chef de la révolution cosmopolite se décide à sortir de sa retraite, c'est que les préparatifs de sa

secte sont achevés et que les temps sont proches. Nous verrons qui régnera à Rome, à la fin de 1875, de Victor-Emmanuel, de Garibaldi ou... du Pape.

On lit dans le Memorial diplomatique

Plusieurs journaux français ont répandu tout récemment des bruits qui représenteraient l'Allemagne comme projetant des concentrations de troupes sur les bords du Rhin, et d'autres, moindres d'un caractère plus ou moins belliqueux. Il importe de prémunir l'opinion publique contre de pareilles rumeurs, qui n'ont aucune espèce de fondement. Ainsi il est très positif qu'il n'est nulle question de l'établissement d'un grand camp allemand sur la rive gauche du Rhin. De plus, les réserves des différents corps d'armée ne seront convoquées que pour des exercices avec l'armée nouvelle, qui ne dureront que quinze jours; la landwehr allemande ne sera pas convoquée du tout; enfin, quand à la marine, l'escadre d'évolution sera formée cette année comme d'habitude dans le courant du mois de mai.

Résultats économiques DE LA CONTRIBUTION DE QUÉBEC

Sous ce titre, M. Wolowski vient de publier une savante étude, dont il a puisé les éléments dans les documents français et Allemands, et notamment dans la publication de M. Wagner, professeur d'économie à l'Université de Berlin, sur les finances de l'empire. Nos lecteurs nous saurons gré, nous le pensons, de leur faire connaître, au moins par analyse, la partie de l'excellent travail de M. Wolowski relative à l'Allemagne: elle est particulièrement intéressante, et par son objet même et par l'autorité incontestable de l'éminent publiciste.

Tout d'abord, nous constaterons, avec M. Wolowski, que les Allemands n'ont pas fait à la France autant de mal qu'ils l'espéraient, ni recueilli autant d'avantages qu'ils s'y attendaient. Par l'énorme contribution de guerre qu'ils nous imposaient, et dont l'élevation, ainsi que l'avoue M. Wagner, a non seulement excité l'indignation de la France, mais aussi causé une certaine surprise dans les pays neutres et jusque chez les peuples amis, et étonné l'Allemagne elle-même.

Aussi, lors de la signature de la convention de Versailles, éprouvera-t-on un certain embarras à caractériser exactement la somme exorbitante exigée pour conclure la paix.

L'occupation de la Lorraine et de l'Alsace représentait largement le bénéfice de la victoire. Quant aux frais de guerre, il est reconnu qu'ils ne s'élevaient guère au delà d'un milliard pour les Allemands, et ils en conviennent. Le surplus de quatre milliards, qu'on réclamait de la France, n'était donc pas facilement justifiable; l'Allemagne, par une casuistique habile, en a fourni l'explication en lui assignant le caractère d'une pénalité de guerre. « On voulait, dit à ce sujet M. Wagner, exercer une pression sur les finances et sur l'économie entière de la France, lui appliquer la peine d'une confiscation partielle des ressources nationales. » C'était, en un mot, le retour, avec aggravation, aux rancunes arbitraires et impitoyables des guerres du moyen âge.

« Nous pensions, fait justement observer M. Wolowski, que les progrès

de la civilisation avaient inauguré l'ère d'un droit des gens moins rude... nous arrivons seulement à cette triste conclusion que notre siècle doit être moins fier d'un progrès que l'humanité est de la philosophie et de l'humanité.

La contribution de guerre stipulée, M. de Bismark prit les précautions les plus rigoureuses afin d'en empêcher le prompt paiement, et c'est dans ce but: La somme était si considérable que l'Allemagne doutait toujours qu'elle pût lui être versée, et on était impatient d'encaisser; en accusant la France sous ce prodigieux fardeau, au milieu même de ses désastres, sans lui donner, pour ainsi dire, le temps de respirer, on espérait bien la pousser à une ruine irréversible. Enfin, on souhaitait compenser les vives souffrances que la guerre a causées à l'Allemagne par le profit immédiat, tangible, palpable de la contribution de guerre. La population, en effet, attendait une véritable pluie d'or; chacun ouvrait la main et se croyait enrichi pour toujours.

Livré à ces préoccupations, M. de Bismark est tombé dans une double erreur.

C'est la France qui avait hâte de libérer son territoire, en s'acquittant; l'Allemagne, au contraire, avait intérêt à ne point précipiter le remboursement et à ménager prudemment sa bonne fortune. On l'a reconnu plus tard et M. Wolowski l'indique dans les termes suivants:

Les hommes compétents de l'Allemagne dédaignent la promptitude des restitutions obtenues, ils auraient voulu qu'après avoir reçu une somme considérable, le nouvel empire dégageât la question des paiements ultérieurs de celle de l'évacuation, de manière à procéder avec moins de précipitation au placement d'un si grand capital.

La brusque affluence de l'or sur le marché allemand devait y produire et y a produit son action inévitable: une profonde perturbation, amenant, par suite de la surabondance du métal précieux, un abaissement de sa valeur et un renchérissement du prix de toutes choses. Ce résultat était, en quelque sorte, nécessaire, et M. Wolowski en précise la cause en rappelant, sinon une similitude, une analogie du moins, qu'offre le passé.

« Il est des fois de distribution, dit-il, qui ne permettent point à un déplacement violent de la richesse de produire les heureux résultats qu'amènent les conquêtes plus lentes du travail. Sans vouloir comparer l'état actuel de l'Allemagne avec celui de l'Espagne, quand l'or du Pérou y semblait amener une prodigieuse richesse, il ne faut pas oublier que les métaux précieux n'ont fait que glisser entre les doigts du conquérant, qui n'avait point su les transformer en éléments du travail.

M. Wolowski, mentionnant avec impartialité les conséquences diverses qu'a eues cet enrichissement subit, signale d'abord la réorganisation militaire qui a pu s'accomplir sans avoir recours à de nouveaux impôts, en absorbant une forte part de la contribution de guerre. Mais c'est là un fait avant tout politique qui n'a contribué en rien à la puissance productive du pays. Autrement, au point de vue purement économique, il n'aperçoit d'autres avantages généraux, outre les facilités procurées à la réforme monétaire en Allemagne, — qui sans cela eût probablement échoué, — que les profits de l'acquisition et de l'extension des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et de l'amélioration du chemin Guillaume-Luxembourg.

Après cette énumération « nous aurons presque épuisé, ajoute M. Wolowski, le compte de la véritable conquête pro-

ductive à l'avantage de l'Allemagne; celle-ci se traduit par un rendement beaucoup plus abondant que celui de l'empire.

« Maintenant le bien-être général s'est accru d'une manière durable; la production a-t-elle pris un essor sérieux; la population, enfin, a-t-elle atteint cette prospérité facile qu'elle rêvait sur la foi de la contribution de guerre? Après un temps d'abondance qui n'a même pas profité à tous, on éprouve aujourd'hui un resserrement sensible de ressources, et ce malaise est accusé avec une singulière énergie dans la phrase suivante écrite récemment de Berlin: « Chose étrange, nous sommes exposés à une véritable détresse, comme si nous avions payé les cinq milliards au lieu de les recevoir. »

Sans doute, les produits étrangers sont venus en quantité sur le marché allemand; la consommation a momentanément augmenté dans tous les rangs; les salaires ont obtenu une hausse générale. Mais, en même temps, ainsi que le fait remarquer M. Wolowski, la hausse des prix a exercé sur la position des habitants la même pression que de nouveaux impôts auraient produit. Nous nous bornerons à rappeler, à cet égard, que le coût des loyers est actuellement en Allemagne une véritable calamité publique, « singulièrement accrue, ajoute M. Wolowski, par le contre-coup du triomphe remporté et de la rançon reçue. »

Le gain des ouvriers s'est élevé, il est vrai, toutefois d'une façon plus nominale qu'effective, quand on compare cette élévation à la cherté croissante des objets de consommation. En outre, le savant économiste pose, à cet égard, une question décisive.

Comment les ouvriers ont-ils usé d'une élévation relative des salaires? Est-ce pour fournir un aliment à des satisfactions éphémères et à des séductions périlleuses, ou bien pour relever leur condition véritablement à leur avantage et à celui du pays?

Il ne semble pas que ce soit à la seconde partie de la question qu'on puisse répondre affirmativement. Aussi, lorsque M. Wagner fait ressortir avec complaisance les avantages qu'il voit à une nouvelle distribution des biens entre les diverses fractions de la population; lorsqu'il se félicite de ce que soit surtout au bénéfice des travailleurs qu'elle se fasse, M. Wolowski réplique par cette observation qui, sous sa forme réservée, juge ce point:

Il ne suffit pas de dire avec M. Wagner: nous avons plus acheté et mieux vécu. Y a-t-il un accroissement de production et accroissement de l'épargne populaire? Voilà l'essentiel.

Ces mécomptes d'une fortune improvisée ne sont pas les seuls qui aient atteint l'Allemagne, et principalement la Prusse, dans ses intérêts économiques. Sur les illusions que laissent naître ces mots magiques: cinq milliards d'indemnité, on s'est livré, avec un entraînement passionné, à des dépenses, à des excès de spéculation qui ont plutôt compromis que favorisé la richesse publique. On était devenu insatiable; on était convaincu qu'on devait réussir partout et toujours, et on prodiguait ce capital acquis d'un trait de plume dans des entreprises hasardeuses dont la liquidation embarrassée a jeté la place de Berlin dans une crise violente.

Nous ne saurions mieux terminer cet examen des effets économiques et psychologiques, pour employer une expression familière aux Allemands, de

la contribution de guerre, qu'en reproduisant le résumé rapide et saisissant qu'en trace M. Wolowski:

Tous ceux, écrit-il, qui vivent d'un revenu stable ou d'un traitement fixe, se trouvaient exposés à une certaine gêne, par suite du renchérissement général qui venait rompre l'équilibre des dépenses et des recettes de nombreux ménages. La tentation des profits élevés devenait plus instante, elle poussait aux entreprises téméraires. L'envie du succès obtenue contribuait également à lancer les entreprises dans cette direction, et l'on devait se heurter contre les excès de l'agiotage, fruit d'une spéculation à outrance, de l'Over-speculation.

Quant aux différentes parties de la population, ouvriers, bourgeois, rentiers, employés, ils en ont peu profité, quand ils n'ont pas été entraînés aux pertes provenant des emplois inconsidérés et du changement des habitudes de la vie.

Est-ce à dire qu'on doive en conclure que les cinq milliards et demi payés rapidement par la France à l'Allemagne n'ont point diminué la richesse de l'une, ni augmenté celle de l'autre? Certes, ce n'est point ce que veut prétendre M. Wolowski. Mais, il n'est pas douteux que bien des espérances aient été déçues de l'autre côté du Rhin. On considérait la France irrémédiablement ruinée par le paiement de cinq milliards et demi, puisque son stock métallique ne s'élevait pas plus haut; on voyait l'Allemagne l'emportant sur tous les autres Etats, puisqu'elle allait réunir une masse d'or supérieure à celle qu'elle possédait. Les faits ont démenti ces prévisions.

En définitive, une année à peine, après avoir entièrement touché cette riche rançon, non-seulement l'Allemagne n'a apporté aucune diminution aux impôts, mais elle cherché sous quelle forme on pourra demander aux populations de nouvelles et indispensables ressources budgétaires.

L'attention de toute la France, et nous pourrions ajouter de l'Europe entière, est fixée aujourd'hui sur les débats qui ont eu lieu ces jours derniers à l'Assemblée de Versailles. Nous croyons donc que nos lecteurs nous sauront gré de reproduire le magnifique discours prononcé par M. Lucien Brun, pendant la séance du 22 janvier.

M. Lucien Brun. — On ne sera point surpris que j'ai demandé la parole quand on a cité ces mots d'une lettre que j'ai adressée à un journal: « Nous sommes gens d'honneur qui ne reprendrons pas ce que nous avons donné. » Je voulais expliquer le vote que nous allons rendre, et en même temps dire à ceux qui m'ont précédé à la tribune que nous ne sommes pas divisés quant au fond, et que nous nous retrouverons, après ces explications et ce vote, la main dans la main, quand il s'agira des grands intérêts du pays. (Mouvements divers.)

Personne n'a pu se tromper sur le sens du vote que nous avons émis le 20 novembre. Ni nos amis, ni nos adversaires ne se sont mépris sur nos intentions. Des déclarations formelles, venues de l'un et de l'autre côté, le prouvent surabondamment.

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 26 JANVIER 1875.

L'ESCLAVE

PAR G. DELALANDELLE. XXI. — CHAMBRE N° 1. (Suite.) Divoal n'eut pas le temps de répondre. Sa femme, sûre d'avoir deviné, tremblait convulsivement. Il la soutint: — Une chaise! ici!... Elle se trouve mal. Marianne et Matthieu s'empressaient autour d'elle. — Ce ne sera rien, merci fit la digne femme en s'asseyant. Voyons, mon homme, est-ce sûr, bien sûr? — Positif, officiel, certain, j'en réponds. — Ah! — Explique toi! — Eh bien, Victor n'est jamais allé à Valparaiso et par conséquent les renseignements de là-bas ne signifiaient rien. — Mais va donc! Tu me fais bouillir. — Ce monstre de Zurban l'a vendu comme un esclave aux îles Canaries et

ses maîtres l'empêchaient de nous écrire. — Comment sais-tu donc cela? — Par un marin de la marine... Madame Divoal crut que le commissaire de l'inscription maritime de Morlaix était l'auteur de la communication: — Mon Victor... en esclavage! O mon Dieu!... Mais il est vivant!... nous le rachèterons! Avec un transport de joie, elle embrassa coup sur coup son mari et son fils Matthieu, puis elle fit les signes de la croix et fondit en larmes. La chambre n° 1 étant située précisément au-dessus de la cuisine, Victor entendit tout, et, remerciant le ciel de son côté: — Grâce à Dieu! pensait-il, ma mère n'était pas à la maison quand j'y suis arrivé! Déjà reconforté par un bon repas, assis devant un excellent feu, approprié, changé des pieds à la tête et convenablement enveloppé dans des vêtements paternels, Victor était en état de supporter ses propres émotions. Son cœur battait doucement; et, à travers ses larmes, il souriait aux efforts de son père qui faisait des prodiges. — Oui! disait-il, nous le rachèterons, fût-il renoncé à l'hôtel de Normandie...

— Assurément! mon Victor avant tout! — Mais ce sacrifice, ma chère femme, ne sera point nécessaire, j'en suis convaincu. Zurban n'avait pas le droit de le vendre; nous ne devons rien aux recailleurs, l'autorité française s'en mêlera, M. de Guernévez et son oncle l'amiral-député sont là pour un coup. — Qu'on me rende mon Victor, à tout prix, n'importe comment!... Vivant, ô mon Dieu! La crise des larmes recommençait. — Le brave marin qui sort d'ici, et qui va revenir, à vu, de ses yeux vu, là-bas notre cher Victor, et, pour tout dire, il m'a annoncé que notre fils pourrait bien se tirer de là par ruse, et nous arriver ici, un de ces quatre matins... — Comment! Que dis-tu? — Ils avaient combiné un plan d'évasion, qui, malheureusement, n'a pas réussi, sans quoi, dame! Victor serait à la maison, puisque son camarade en sort. L'agent de la compagnie des vignobles n'offrit pas une piécette à Victor. Le capitaine de la goélette le contraignit à faire la cuisine de l'équipage et ne lui donna pas même un vieux vêtement. A bord du bâtiment anglais, le malheureux garçon fut encore traité en esclave, et souffrit encore cruellement

d'ignorer le langage de ses compagnons. Enfin, attendu qu'il avait été embarqué clandestinement, quand on fut dans la Manche, on le débarqua de même en le faisant passer sur le premier bateau breton qu'on rencontra. C'était une chaloupe du petit port de Roscoff revenant de porter en Angleterre des légumes, du beurre et des oeufs. Les braves gens qui la montaient accueillirent Victor en compatriotes; faute de mieux, ils lui donnèrent le morceau de toile goudronnée avec lequel il revint au logis. Ils auraient voulu le conduire chez eux, l'y restaurer et le vêtir. Mais, Victor les ayant suppliés de le déposer sur la côte la plus près possible de Morlaix, ils y consentirent charitablement, se détournerent même très-sensiblement de leur route de retour, et de grand matin le mirent à terre en lui souhaitant bon voyage, heureuse chance et bon accueil dans la maison de son père. Le voyage fut excellent. Ranimé par ses espérances, soutenu par une incomparable joie, Victor le fit d'un pas léger, sans s'apercevoir du froid, ni de la pluie; du défaut de nourriture, ni des regards de pitié des passants. La chance fut heureuse, puisque sa mère étant absente ne se trouva pas exposée à un saisissement dangereux. On sait quel fut l'accueil.

A travers le plancher, il entendait maintenant son père qui, mêlant le vrai au faux, usait diplomatiquement de toutes sortes de préparations pour ménager la sensibilité de sa mère: — Ma chère amie poursuivait-il, la goélette, étant anglaise, arrive comme de raison en Angleterre où tu conçois bien que Victor ne perdra pas son temps à nous écrire. Il prendra passage sur le premier navire en partance pour France, peut-être sur une chaloupe de Carantec ou de Roscoff, ce qui serait le mieux... — Sans doute! fit madame Divoal, palpitante d'espoir, tremblant de joie et dont les yeux humides s'attachaient aux lèvres de son mari qui la charmait par son assurance. — Non! fit-il, le mieux serait qu'en Manche, par le travers de Morlaix, la goélette rencontrât, comme ça se voit tous les jours, quelque chaloupe de par ici, qu'elle y fit passer Victor et que, paf!!! il entrât tout à coup au Chat-Botté sans avoir crié gare. D'instinct, la bonne femme tourna la tête du côté de la porte, comme si son fils allait apparaître. M. Divoal prit haleine. Marianne et Matthieu échangeaient avec lui des regards d'intelligence qui disaient: — Ça va bien! — Binigan! s'écria tout à coup Mat-

thieu, qui venait de l'apercevoir à travers la porte vitrée. — Binigan! répéta le bonhomme, cours l'appeler, et prie-le de venir ici tout de suite. — Binigan! pensa la bonne femme. Si c'était le jeune marin dont me parlait mon mari? Binigan, depuis sa démarche fraternelle auprès de l'amiral Longrin de Guernévez, avait eu le temps de faire un dernier voyage à la pêche, de revenir à Saint-Brieuc, d'y décharger la cargaison, d'aller à Bayonne avec un fret de demées bretonnes, et d'en rapporter un chargement de vins pour Morlaix même, où son bâtiment était dans le port depuis quelques jours. Les Divoal n'avaient pas encore reçu sa visite, qui bien certainement n'aurait point tardé. Il était précisément auprès du Fardel, et sans contredit il songeait à son ami Victor, quand Matthieu l'appela. — Binigan! Binigan! entrez donc chez mes parents, qui ont envie de vous voir! — Avec plaisir! — Amené par Matthieu qui riait sous cape, Binigan fut abasourdi par les premiers mots de la mère Divoal. (A suivre)